



Le 21 janvier 2019

JO n° 16 du 19 janvier 2019 :

Ministère de la Culture :

Pas de texte

Autres autorités :

[Arrêté du 9 janvier 2019](#) portant ouverture d'un concours externe, interne et d'un troisième concours d'animateur territorial principal de 2^e classe organisé par le centre de gestion des Alpes-Maritimes

JO n° 17 du 20 janvier 2019 :

Ministère de la Culture :

[Arrêté du 7 janvier 2019](#) relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Projets d'architecture*, au château de Versailles)

[Arrêté du 7 janvier 2019](#) relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (prorogation de l'arrêté d'insaisissabilité du 28 mai 2018, NOR : MICC1814109A)

Autres autorités :

[Arrêté du 17 janvier 2019](#) fixant le programme d'enseignement de spécialité d'arts des classes de première et terminale de la voie générale

[Arrêté du 17 janvier 2019](#) fixant le programme d'enseignement optionnel de création et culture-design de la classe de seconde générale et technologique

[Arrêté du 17 janvier 2019](#) fixant le programme des enseignements de spécialité des classes de première et terminale conduisant au baccalauréat technologique série sciences et technologies du design et des arts appliqués (STD2A)

[Décret n° 2019-31 du 18 janvier 2019](#) relatif aux échanges d'informations et de données entre administrations dans le cadre des démarches administratives et à l'expérimentation prévue par l'article 40 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance

[Décret n° 2019-32 du 18 janvier 2019](#) relatif aux compétences professionnelles exigées des maîtres d'apprentissage et au service chargé de la médiation en matière d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial

[Décret n° 2019-33 du 18 janvier 2019](#) fixant la liste des pièces justificatives que le public n'est plus tenu de produire à l'appui des procédures administratives en application de l'article L. 113-13 du Code des relations entre le public et l'administration

[Délibération n° 2018-357 du 13 décembre 2018](#) de la CNIL portant avis sur un projet de décret en Conseil d'État relatif aux échanges d'informations et de données entre administrations dans le cadre des démarches administratives et à l'expérimentation prévue par l'article 40 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance (demande d'avis n° 18011056)

JOUE du 21 janvier 2019 (L018 - C024, C024A, C025, C026) :

[Conclusions du Conseil](#) sur le plan d'action des douanes de l'Union européenne destiné à lutter contre les violations des DPI pour la période 2018-2022 (droit de la propriété intellectuelle)

[Communication de la Commission](#) concernant les taux d'intérêt applicables à la récupération des aides d'État et les taux de référence et d'actualisation pour 28 États membres, en vigueur à compter du 1^{er} février 2019

Communiqués de presse de l'Union européenne :

RAS

Bulletin officiel du MC :

Bulletin officiel n° 288 (décembre 2018)

Autres infos :

Discours/Communiqués :

Présidence de la République - [Nomination du président du Conseil supérieur de l'audiovisuel](#)

Présidence de la République - [Nomination de la présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés](#)

Projets/Propositions de lois :

Sénat - [Proposition de loi n° 244](#) tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse, texte de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication

Rapports/Avis :

Sénat - [Rapport n° 243](#) sur la proposition de loi tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse, de M. David Assouline, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication

La documentation française - [Dématérialisation et inégalités d'accès aux services publics](#)

Périodiques en ligne :

Délégation des Barreaux de France - [L'Europe en bref n° 859](#) du 11 au 17 janvier 2019 : La lettre hebdomadaire d'informations juridiques, dont :

[À la une](#) : Données à caractère personnel/Droit à l'oubli/Champ d'application territorial/Conclusions de l'Avocat général

[Recherche et société de l'information](#) : Données à caractère personnel/Moteur de recherche/Obligation de déréférencement/Conclusions de l'Avocat général